

# Retour à la critique de l'économie politique pour examiner la question de la valeur de la nature<sup>1</sup>

Jean-Marie Harribey

Université Bordeaux IV-Gretha UMR CNRS 5113

harribey@u-bordeaux4.fr

Le paradoxe n'est pas mince : la plupart des économistes et, au-delà, la société presque unanime, réclament toujours plus de richesse à produire et consommer, toujours plus de valeur économique à se partager, mais peu s'interrogent sur ce que sont ces abstractions. L'objet du désir est fortement convoité, mais son analyse est refoulée. La mal nommée « science » économique a délibérément écarté tout questionnement qui aurait risqué de remettre en cause ses fondements méthodologiques. Pour quelle raison essayons-nous, dans *La richesse, la valeur et l'inestimable*<sup>2</sup>, de remettre au centre du débat théorique la première question de l'économie politique – l'origine et la mesure de la richesse et de la valeur dans la société – ainsi que sa critique ?

Le moment nous semble particulièrement opportun pour entreprendre cette tâche car le capitalisme aujourd'hui mondialisé plonge l'humanité dans une crise totalement inédite, par son ampleur, par sa durée et par sa multidimensionnalité. Cette crise plonge ses racines dans des contradictions sociales et écologiques qui ont été poussées jusqu'à un point extrême par le capitalisme néolibéral. Contradictions sociales parce que la dévalorisation de la force de travail au regard de la productivité de celle-ci provoque une situation de surproduction dans la plupart des secteurs industriels. Il en résulte chômage endémique, précarité, amenuisement de la protection sociale et inégalités croissantes puisque, dans le même temps, les classes possédantes s'enrichissent outrageusement, via les exigences exorbitantes de la finance et les allègements fiscaux dont elles bénéficient. Contradictions écologiques aussi parce que l'accumulation infinie du capital se heurte de plus en plus aux limites de la planète. De ces deux types de contradictions, qui se renforcent l'un l'autre, naissent *la difficulté et, à terme, l'impossibilité de faire produire par la force de travail toujours davantage de valeur et de la réaliser sur le marché*. En d'autres termes, le capitalisme ne peut aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail sans ruiner lui-même ses possibilités d'expansion, et il ne peut aller non plus au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature sans détruire, ou détériorer irréversiblement, la base matérielle de l'accumulation et, plus grave, les conditions de la vie.

On peut ainsi réinterpréter de façon nouvelle la crise financière ouverte en 2007. Elle est l'éclatement de l'illusion entretenue par l'idéologie économique pendant les dernières

---

<sup>1</sup> Ce texte s'appuie sur le chapitre 5 de mon livre : J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013. Des résumés de l'ensemble du livre figurent à <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/livre-richeesse-politis.pdf>, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/seul-le-travail.pdf>, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/entretien-contretemps.pdf>, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2013/07/24/la-richeesse-la-valeur-et-l-inestimable-pour-les-vacances>.

<sup>2</sup> J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit.

décennies, consistant à penser que la finance pouvait se dégager de la contrainte sociale et de la contrainte matérielle évoquées à l'instant et devenir une source endogène et auto-suffisante de nouvelle richesse. Or ces deux contraintes sont indépassables. C'est la raison pour laquelle on constate une grande agitation des entreprises multinationales pour essayer de privatiser à tout prix les biens communs de l'humanité, les ressources comme les connaissances, tentative qui est devenu le nouvel horizon d'un capitalisme cherchant la sortie de sa crise.

Comment s'y prendre pour effectuer ce retour critique à l'économie politique, de façon à intégrer ensemble la question sociale, comme on disait autrefois, et la question écologique, à partir de la théorie de la richesse et de la valeur ? Le point de départ de cette recherche est l'intuition d'Aristote définissant ce qui sera appelé plus tard la *valeur d'usage* et la *valeur d'échange*, que retiendront, d'un côté, les économistes classiques pour fonder l'économie politique et, de l'autre, Marx pour entreprendre la critique de celle-ci.

Dans *Les Politiques*, Aristote fait la distinction entre l'administration familiale et l'art d'acquérir des richesses, ce qu'il appelle d'un côté l'*oikonomos*, c'est-à-dire la gestion de la maison, et de l'autre la chrématistique. Il en déduit que « de chaque objet possédé il y a un double usage ; dans les deux cas, il s'agit d'un usage de la chose en tant que telle, mais pas en tant que telle de la même manière : l'un est propre et l'autre n'est pas propre à l'objet. Ainsi une chaussure sert à chausser et à être échangée ; ce sont bien deux usages d'une chaussure en tant que telle, car celui qui troque une chaussure avec celui qui en a besoin contre de l'argent ou de la nourriture se sert aussi de la chaussure en tant que chaussure, mais pas selon son usage propre : en effet, elle n'a pas été fabriquée en vue du troc.<sup>3</sup> »

Mais l'économie politique va se séparer sur l'idée omni-présente chez Ricardo du travail incorporé dans la marchandise qui donne la valeur : pour lui, la valeur-travail est intrinsèque à l'objet, alors que la valeur-utilité chez Walras est intrinsèque au sujet qui va acheter l'objet. Chez Marx, c'est tout autre chose : la valeur n'est *inscrite* ni dans l'objet, ni dans la subjectivité de chaque individu ; elle s'inscrit dans les rapports sociaux et dans les représentations collectives de ces rapports, au point que celles-ci sont partie constituante de ces derniers. La substance dont parle Marx n'est pas une catégorie sous-jacente de la valeur, préalable ou quasi naturelle, propre à l'objet : *elle est la traduction du caractère social de la valeur que lui donne le travail, dont le cadre et sa distribution dans la division de la société lui sont déterminés par la structure de classes ; et c'est l'échange monétaire qui valide le travail social effectué.* En d'autres termes, la valeur est une fraction du travail social. Elle est donc une catégorie socio-anthropologique et non pas naturelle. En montrant que la nature est irréductible à du capital (1), qu'elle relève d'un registre que nous avons appelé « inestimable » (2), nous pourrions juger si la matrice conceptuelle de la critique de l'économie politique est capable de traiter la question de ladite valeur de la nature (3).

## 1. De l'irréductibilité de la nature à du capital

Le capitalisme généralise à l'échelle planétaire un mode de développement productiviste qui met à mal les équilibres des écosystèmes, épuise nombre de ressources naturelles, appauvrit la biodiversité, génère des pollutions multiples et dérègle le climat. L'instrumentalisation de la nature a atteint un point tel que, jusqu'au sein du courant dominant néoclassique, les économistes se sont mis à l'heure de la défense de l'environnement, considéré comme un « capital naturel ». Selon eux, la nature possède une « valeur économique intrinsèque », qu'ils mesurent par... la réparation des dégâts qu'on lui inflige, ou bien elle « rend des services » à l'homme, que le calcul économique mesurera en termes monétaires. Le caractère arbitraire, sinon fantaisiste, de ces évaluations s'apparente à une

<sup>3</sup> Aristote, *Les Politiques*, Paris, GF-Flammarion, 2<sup>e</sup> éd. 1993, I, 9, 1257-a, p. 115-116.

fiction que reconnaissent d'ailleurs les économistes néoclassiques de l'environnement les plus lucides.

### 1) Valeur économique intrinsèque de la nature ?

Au cours du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs travaux<sup>4</sup> ont tenté de définir une valeur économique globale de la nature comme la somme des valeurs d'usage, d'option (valeur anticipée d'un bien naturel, inutilisé aujourd'hui, lors d'une utilisation future), de quasi-option (avantage retiré d'informations nouvelles lors d'une utilisation différée), de legs (valeur correspondant au désir de transmission aux générations futures), d'existence (en dehors de tout usage présent ou futur) et écologique (valeur liée à la préservation des écosystèmes), selon le schéma suivant :

| Valeur économique globale de la nature |                 |                        |                    |                    |                   |
|--|-----------------|------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Valeur d'usage                         | Valeur d'option | Valeur de quasi-option | Valeur intrinsèque |                    |                   |
| Valeur d'usage                         | Valeur d'option | Valeur de quasi-option | Valeur de legs     | Valeur d'existence | Valeur écologique |

Cette démarche visant à intégrer dans un concept de valeur globale ces différents éléments, loin d'être une avancée constitue une régression théorique car elle commet plusieurs erreurs méthodologiques : l'addition d'éléments incommensurables, la croyance en la possibilité de mesurer l'utilité de la nature, la croyance en la possibilité de mesurer la valeur du stock de la nature ou celle des flux qui en sont issus, et le pari de la substitution du capital à la nature.

La « valorisation du vivant » est devenue le maître mot qui préside à toutes les réunions organisées par les institutions internationales : la « valeur économique de la nature » et la « valeur des services rendus par la nature » sont désormais des sujets d'étude primordiaux de la Banque mondiale, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), de l'OCDE, de l'Union européenne, etc., qui s'appuient sur la théorie néoclassique appliquée à l'économie de l'environnement. Mais celle-ci croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Ce parti pris conceptuel est très dangereux : si tout peut être *économiquement évalué*, tout peut être considéré comme du capital. Alors, on redéfinira la richesse comme la somme algébrique de ce que les économistes néoclassiques appellent le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel. Toutes les sortes de capitaux seraient additionnables puisqu'ils relèveraient d'une procédure de calcul analogue. À aucun moment il n'est tenu compte de l'aporie néoclassique de l'évaluation du capital, bien repérée par l'économiste britannique Joan Robinson : comme le capital est hétérogène (notamment parce qu'il est mis en œuvre à des époques différentes) il faut actualiser sa valeur au moyen d'un taux d'intérêt. Or le taux d'intérêt est la rémunération du capital ; la rémunération du capital est égale (dans la théorie néoclassique) à la productivité marginale du capital ; la productivité marginale du capital est la dérivée première de la fonction de production par rapport au

<sup>4</sup> On peut citer notamment B. Weisbrod, « Collective Consumption services of Individual Consumption Goods », *Quarterly Journal of Economics*, 1964, vol. 78, n° 3, p. 471-477 ; C. Henry, « Option Value in the Economics of Irreplaceable Assets », Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, *Review of Economic Studies*, 1974, vol. 41, n° 3, p. 89-104 ; J.V. Krutilla, « Conservation Reconsidered », *American Economic Review*, 1967, vol. 47, p. 777-786 ; D. Pearce, « Economic Valuation and Ecological Economics », Colloque d'inauguration de la Section européenne de la Société internationale pour l'économie écologique, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines, C3ED, 23 au 25 mai 1996, Papiers pour sessions plénières, [http://www.cserge.ac.uk/sites/default/files/pa\\_1997\\_01.pdf](http://www.cserge.ac.uk/sites/default/files/pa_1997_01.pdf).

capital ; donc on a besoin de la valeur du capital pour calculer la... valeur du capital.<sup>5</sup>

De plus, l'analyse néoclassique de l'environnement ne peut prendre en compte d'aucune manière le métabolisme au sein des écosystèmes naturels. La façon habituelle qu'a l'économie dominante d'isoler chaque élément pour en évaluer le coût, puis le prix, voire l'utilité, ne peut saisir ce qui est le plus important, à savoir les interactions qui constituent la trame de la vie, et dont la préservation conditionne sa reproduction et son équilibre.

L'absence de prix de marché pour les éléments fournis par la nature a conduit les économistes néoclassiques à imaginer des méthodes permettant de pallier et une littérature très abondante existe à ce sujet dans un sens laudateur comme critique. Ces méthodes sont fondées sur des équivalences de coût ou bien sur des procédures d'interrogation des comportements des individus.

Les méthodes d'évaluation fondées sur des équivalences de coût reposent sur l'idée que le coût marginal de restauration, de reconstitution ou de remplacement de la ressource fournira un équivalent monétaire de la valeur de celle-ci, lorsqu'elle est supposée renouvelable. Lorsqu'elle ne l'est pas, on doit additionner le coût marginal d'exploitation et une rente qualifiée de « malthusienne » correspondant à un usage intertemporel, dont le coût est lui-même estimé par le coût marginal occasionné par la recherche d'une ressource de remplacement. Mais, si l'exploitation d'une ressource non renouvelable bénéficie à ses débuts de rendements croissants qui décroîtront dans le futur, il convient d'ajouter au coût marginal d'exploitation et à la rente « malthusienne » une rente « ricardienne ». Les techniques pour déterminer les équivalences de coût sont le plus souvent construites sur la notion de coût d'opportunité. Il est donc postulé qu'il existera toujours une possibilité de remplacer les ressources disparues ou trop dégradées.

Les méthodes d'évaluation à partir d'études comportementales sont de deux types. Le premier consiste à imaginer des marchés dits de substitution pour évaluer les consentements marginaux à payer pour lutter contre une dégradation. Que l'on évalue les dépenses de protection, ou que l'on attribue des prix « hédonistes » à des caractéristiques environnementales d'un bien (le calme ou le bruit, le cadre verdoyant ou pollué d'une habitation), ou bien que l'on mesure le coût des déplacements, dans tous les cas, cela suppose que des droits de polluer ou d'utiliser aient été accordés en amont aux pollueurs ou utilisateurs de la ressource, avec pour conséquence une sous-estimation par les victimes de leur consentement à payer par rapport à la situation inverse où ils auraient été considérés comme les propriétaires.

Le second type d'études comportementales est le plus connu, c'est celui dit de l'évaluation contingente, qui se pratique en interrogeant directement les individus, d'une part, sur le prix de compensation qu'ils sont disposés à payer pour continuer de bénéficier de leur environnement, et, d'autre part, sur le prix d'équivalence qu'ils accepteraient de recevoir pour renoncer à cet environnement. Le fait que les prix de compensation auront tendance à être sous-estimés et que les prix d'équivalence seront surestimés rendra impossible l'égalité entre les uns et les autres et illusoire la recherche d'un optimum. L'accès aux ressources sera donc

<sup>5</sup> J. Robinson, « The Production Function and the Theory of Capital », *Review of Economic Studies*, vol. XXI, n° 2, 1953-54, p. 81-106,

[http://www.territoriopaiva.com/tw5.0/contas/00074\\_v1/arquivos/workspaces/download/1/robinson\\_the\\_production\\_function\\_and.pdf](http://www.territoriopaiva.com/tw5.0/contas/00074_v1/arquivos/workspaces/download/1/robinson_the_production_function_and.pdf).

On pourrait ajouter que toutes les faiblesses méthodologiques de la théorie néoclassique restent sous-jacentes à l'application du modèle à la nature. En particulier, en détachant la fixation des prix des conditions matérielles et sociales de production, la théorie néoclassique ne peut concevoir de fondement aux prix avant l'échange. Or, et c'est une contradiction qu'avait relevée Nicholas Kaldor, les prix doivent être connus avant celui-ci pour que le marché puisse jouer le rôle d'équilibre que lui assigne la théorie. Conscients de cette contradiction, les néoclassiques oscillent entre ce raisonnement et un autre : ils supposent les prix donnés pour expliquer les choix des consommateurs, mais, alors, la construction de l'équilibre général s'effondre puisque, les prix étant donnés, le modèle ne peut plus les expliquer.

inégal et cette inégalité se répercutera de génération en génération. Tel est le résultat prévisible de l'application de méthodes qui s'acharnent à estimer l'inestimable.

## 2) Valeur économique des services rendus par la nature ?

La difficulté théorique autour de ladite valeur économique intrinsèque de la nature est-elle résolue par l'introduction d'un autre concept, celui des services rendus par la nature ? Un rapport élaboré par le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'United Nations University International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change, en vue d'aider à la tenue de la Conférence dite Rio+20 de l'ONU en juin 2012 à Rio de Janeiro, répète à l'envi que la soutenabilité forte est préférable à la soutenabilité faible, mais, lorsqu'il définit les facteurs de la richesse, à savoir le capital manufacturé, le capital social, le capital humain et le capital naturel, il déclare : « On peut noter que dans cette formulation, le capital financier est une forme de capital social par la capacité de mobiliser les autres formes de capital social et les trois autres sortes de capitaux. <sup>6</sup> »

Autrement dit, *ou bien ces chercheurs considèrent que la valeur de la nature est d'ordre économique et ils ne peuvent la déclarer intrinsèque, à la fois en tant que stock (patrimoine naturel) et en tant que flux (services rendus, évalués comme la somme des variations marginales du surplus des producteurs, du surplus des consommateurs, et du surplus des détenteurs de ressources primaires, par rapport au facteur environnemental), ou bien ces chercheurs ne considèrent pas la valeur de la nature comme relevant de l'économie et ils la nomment intrinsèque, tout en l'ajoutant à la valeur économique.* Dans les deux cas, ils échouent à sortir d'une matrice théorique qui n'a jamais su penser correctement la valeur. Une fois n'est pas coutume, un rapport tout à fait orthodoxe sur le plan théorique confirme tout récemment que les réserves de combustibles fossiles que l'on laisse sous terre sont sans valeur économique.<sup>7</sup>

### La valeur des chauves-souris, des abeilles et de la forêt

En 1997, l'étude dirigée par Robert Costanza fut pionnière pour mesurer les services annuels rendus à l'homme par la nature. Mais ses résultats ne donnent pas autre chose qu'une évaluation des activités économiques ayant pour support la nature et non pas une prétendue valeur économique de la nature : les services annuels rendus par la nature étaient évalués entre 16 000 et 54 000 milliards de dollars 1994.<sup>8</sup> La même méthodologie est utilisée pour évaluer des effets positifs et négatifs de l'économie sur le bien-être humain ou sur la nature : par exemple, les gains attendus de la directive REACH sur les produits chimiques sont évalués à 90 milliards d'euros (pour un coût de 30 milliards) dont 55 milliards de gains de bien-être.<sup>9</sup>

Une étude parue le 1<sup>er</sup> avril 2011 dans *Science* établit qu'une maladie due à un champignon décime les chauves-souris nord-américaines, au point de menacer sérieusement la capacité de cette espèce à jouer un rôle d'insecticide et de pollinisateur. Les conséquences économiques ont été évaluées : par l'action de ces chauves-souris, 22,9 milliards de dollars d'insecticides chimiques seraient économisés par an, sans compter les effets sur la santé et l'environnement. Aussitôt, la tentation est grande de déduire de la valeur économique des dégâts évités celle des auteurs de

<sup>6</sup> P. Ekins, « Safeguarding the Future of the Wealth of Nature, Sustainability, Substitutability, Measurement, Thresholds, and Aggregation Issues in Natural Capital Accounting for Human Well-being », in UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012, Measuring Progress Toward Sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 233, note 2.

<sup>7</sup> Carbon Tracker Initiative, « Unburnable carbon 2013 : Wasted capital and stranded assets », avril 2013, <http://carbontracker.live.kiln.it/Unburnable-Carbon-2-Web-Version.pdf>.

<sup>8</sup> Costanza R. (et al.), « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1997, p. 253-260.

<sup>9</sup> Chiffres sur la directive REACH cités par J. Milanese, « La nature mise à prix », *L'Économie politique*, n° 38, avril 2008, p. 107-112.

l'évitement, en l'occurrence ici la valeur des chauves-souris ou la valeur des services économiques rendus par ces petites bêtes. Être tenté ne signifie pas nécessairement succomber. Mais la pente est suffisamment glissante pour esquisser l'idée que ces 22,9 milliards de dollars représenteraient la valeur des chauves-souris dans les fonctions qu'elles remplissent pour l'économie, ce qui serait un bon argument pour les protéger.

Mais c'est une voie sans issue. Les chauves-souris, les biens naturels, la nature elle-même, pas plus que le lait maternel, n'ont de valeur économique intrinsèque. Cette notion a été inventée au milieu du XX<sup>e</sup> siècle par les économistes néoclassiques quand ils ont soudain fait mine de se soucier d'environnement. Or la « valeur » de la nature appartient à un autre registre que l'économie. Derrière l'exemple des chauves-souris, resurgissent donc 1) l'impossibilité de rendre commensurables l'utilité de la chauve-souris et la valeur marchande des insecticides évités, 2) la vacuité de la notion de valeur économique intrinsèque de la nature, et 3) au contraire la nécessité de maintenir la distinction irréductible entre la valeur d'usage des choses et la valeur d'échange. *A fortiori*, la « valeur » des êtres vivants ne peut être réduite à un quantum de monnaie.

De plus, à supposer que l'idée de mesurer la valeur des chauve-souris par les sommes économisées annuellement ait un sens, elle comporte une confusion entre stock et flux, entre patrimoine et revenu : s'il était vrai que les 22,9 milliards représentaient les services annuels rendus par les chauves-souris, cela ne pourrait pas correspondre à la valeur d'un patrimoine, d'une richesse qui ne s'éteint pas après une année.

Des chauves-souris, on passe à la biodiversité dans son ensemble. Là encore, les études abondent<sup>10</sup> pour dire que, autre exemple, les abeilles contribuent pour 153 milliards de dollars à la production agricole mondiale annuelle (190 milliards pour tous les insectes pollinisateurs), non par la valeur de leur miel mais par leur action pollinisatrice. Et il existe même une Banque du capital naturel (Bank of Natural Capital) qui se propose d'« évaluer le non évaluable », au motif qu'« on ne peut pas gérer ce qu'on ne mesure pas », et qu'il faut donc « mettre la nature dans l'équation »<sup>11</sup>.

La mesure de la « valeur de la forêt française » fournit un autre d'exemple de difficultés méthodologiques. Pour ajouter à la valeur économique de la production de bois la valeur supposée être celle des fonctions écologiques remplies par la forêt, on estime par la méthode du consentement à payer que « les Français seraient prêts à payer 15,2 euros par ménage et par an pour contribuer au maintien de la biodiversité dans la forêt. En multipliant cette somme par le nombre de ménages français, on obtient 364 millions d'euros par an, soit 22,8 euros par hectare.<sup>12</sup> » Et on ajoute la séquestration de 16 millions de tonnes de carbone en moyenne par an, valorisés au prix du marché européen des émissions de gaz à effet de serre, dont on sait à quel point il est peu fiable !

Dans le cadre du programme des Nations unies *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation* (REDD) lancé en 2008 à l'initiative du PNUD, du PNUE et de la FAO, des initiatives sont prises pour établir des « certifications » des efforts des entreprises pour éviter la déforestation ou la dégradation des forêts. Ces entreprises pourront alors bénéficier de crédits carbone dès lors qu'elles attesteront que les plantations de palmiers à huile ou d'eucalyptus feront plus que compenser le recul de telle ou telle forêt traditionnelle. Le rapport de Nicholas Stern<sup>13</sup> en 2006 entrevoit la potentialité d'un marché du carbone forestier de 100 milliards de dollars par an. Cette marchandisation s'accompagne en outre de la restriction des droits des communautés locales dans la mesure où il est jugé que cela coûte moins cher en compensation monétaire (on dit qu'il s'agit d'un coût d'opportunité) de pousser au départ de leurs terres (de gré ou de force) certaines populations vivant de la forêt que de réaliser des investissements onéreux.

Apparemment dotée d'une grande cohérence, la démarche néoclassique est en réalité très idéologique. D'abord, elle décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la

<sup>10</sup> Notamment le rapport du TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) présenté à la Convention sur la biodiversité de l'ONU à Nagoya en octobre 2010.

<sup>11</sup> <http://bankofnaturalcapital.com>.

<sup>12</sup> A. Berger, J.-L. Peyron, « Les multiples valeurs de la forêt française », IFEN, *Les données de l'environnement*, n° 105, août 2005.

<sup>13</sup> N. Stern, « L'évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique », octobre 2006 ; *The Economics of Climate Change, Stern Review*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

monnaie est capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. Ensuite, elle assimile une mesure de la valeur d'un stock à la somme des flux de « services rendus par les écosystèmes ». Enfin, le glissement est tentant de passer de la « valeur des services rendus par les écosystèmes » à la « valeur de la nature ». La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi avait utilisé la même rhétorique pour avaliser le nouvel indicateur phare de la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée, et accrédi-ter l'idée qu'on disposait ainsi d'une nouvelle mesure du progrès et du bien-être, plus élaborée que le PIB.<sup>14</sup>

Tim Jackson<sup>15</sup>, responsable de la Commission du développement soutenable du Royaume-Uni, a proposé une modélisation simple pour dépasser les limites de la fonction de production néoclassique de Cobb-Douglas, laquelle est fondée sur l'idée qu'on peut continûment substituer un facteur de production à l'autre, pierre de touche de la conception faible de la soutenabilité du développement. Introduire le facteur environnement à côté du travail et du capital changerait-il la nature et la portée de cette fonction ? (Voir encadré sur la fonction de production et la soutenabilité). Certains théoriciens écologistes introduisent dans la fonction de production Cobb-Douglas le facteur environnement et en déduisent que, à la place du résidu imputé au progrès technique à la suite des travaux de Solow, l'environnement explique la moitié de la croissance économique, et que, en conséquence, l'environnement est à l'origine de la moitié de la création de valeur.<sup>16</sup>

Jackson semble dire qu'une fonction de production aux rendements d'échelle constants mais avec une élasticité de substitution entre les facteurs constante et inférieure à 1 résout le problème. Certes, avec une telle élasticité inférieure à 1, on se rapproche d'une situation de complémentarité des facteurs. Mais cela signifie que la baisse de l'intensité de la production en ressources naturelles (donc ici la substitution de facteurs techniques aux ressources naturelles) sera moindre que la hausse du prix relatif des ressources naturelles aux autres facteurs. Autrement dit, les ressources naturelles s'épuisant, on aura beau avoir un prix de ces ressources qui augmente relativement au niveau général des prix, cela ne compensera pas l'insuffisante baisse de l'intensité en ressources pour pouvoir éviter une croissance absolue de la consommation de ces ressources.

### La fonction de production et la soutenabilité

La conception de la substituabilité des facteurs (et donc de la soutenabilité faible) est formalisée dans le modèle de Stiglitz<sup>17</sup> grâce à la fonction de production à rendements constants et à facteurs

<sup>14</sup> Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus et Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, deux volumes, Paris, O. Jacob, 2009.

<sup>15</sup> T. Jackson, *Prosperité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, Bruxelles et Namur, De Boeck et Etopia, 2010.

<sup>16</sup> Voir par exemple R.U. Ayres « Two Paragims of Production and Growth », Fontainebleau, Center for the Management of Environmental Resources, INSEAD, 2000 ; « The Minimum Complexity of Endogenous Growth Model : The Role of Physical Resource Flows », *Energy-The International J.*, 2001, 26, p. 817-838 ; Y. Cochet, « Économie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin 2005, p. 15-30 ; et notre réponse dans J.-M. Harribey, « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>, dont la conclusion est reprise dans *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit.

<sup>17</sup> Le modèle canonique est celui de J. Stiglitz, « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », *Review of Economic Studies*, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, 1974, p. 123-137, <http://academiccommons.columbia.edu/catalog/ac:160618>. Dans son modèle, Stiglitz formule la fonction de production en introduisant le taux de croissance du progrès technique  $p$  constant dans le temps  $t$  :  $Q = L^a K^b E^c e^{pt}$ , tout en conservant  $a+b+c = 1$ . Pour plus de détails, voir J.-M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.

substituables de type Cobb-Douglas, dans laquelle on introduit l'environnement, et qui est de la forme :  $Q = L^a K^b E^c$ , avec  $Q$  la production,  $L$  le facteur travail,  $K$  le facteur capital et  $E$  le facteur environnement., où  $a + b + c = 1$ . Le coup de force idéologique des concepteurs de cet outil mathématique est de déduire de la part de revenu accordée à chaque propriétaire de facteur l'apport de celui-ci à la production : le produit total se répartit intégralement en rémunération du capital (profit) et du travail (salaires) ; dans ce cas, les élasticités partielles  $a$  et  $b$  représentent aussi les parts de ces rémunérations dans le produit total ; et l'hypothèse fondamentale néoclassique peut être conservée, à savoir que l'optimum de l'entrepreneur est atteint lorsque les rémunérations du capital et du travail sont respectivement égales à leur « productivité marginale », c'est-à-dire le supplément de production obtenu en ajoutant une unité de capital ou de travail ; alors, le taux de croissance économique se décompose comme la somme du taux de croissance de chaque facteur pondérée par sa part dans le produit total. On a l'illusion que le résultat obtenu donne la contribution de chaque facteur à la production et, en l'occurrence, la contribution à la création de la valeur de cette production.

Si la substitution entre facteurs est possible, deux cas de figure sont à considérer. Soit les élasticités partielles de la production ( $a, b, c$ ) par rapport à chaque facteur restent constantes au fur et à mesure que la substitution s'opère : cela signifie que la part de la production rémunérant chaque facteur ne varie pas, mais alors comment prendre en compte la diminution de la quantité d'un facteur (par exemple l'environnement se raréfiant) et l'augmentation pour un autre ou les autres, évolutions qui devraient avoir des conséquences sur les rémunérations unitaires ? Soit les élasticités partielles se modifient parce que, au fur et à mesure que la substitution entre facteurs s'opère, l'impact des uns et des autres sur la production évolue : par exemple, la qualité de l'air et de l'eau diminuant ou la qualité d'une autre ressource naturelle s'abaissant proportionnellement à sa dégradation ou parallèlement à sa disparition, il faudra une plus grande quantité de ressource pour obtenir la même production ou bien la même quantité de ressource ne permettra d'obtenir qu'une production plus faible.

Quelle hypothèse retenir : la constance ou la variation des élasticités ? Si l'on avait affaire à un facteur de production environnemental homogène dans le temps, on pourrait raisonnablement retenir la première hypothèse. Mais comme la qualité de l'environnement s'affaiblit au fur et à mesure qu'on l'utilise et ce d'autant plus vite qu'on abaisse le seuil où la nature s'auto-épure, alors l'hypothèse de la variation des élasticités est plus vraisemblable puisque le facteur environnemental est hétérogène, un peu comme les terres de fertilité décroissante de Ricardo. Finalement, si la pollution et la raréfaction des ressources naturelles contribuent à rendre hétérogène le facteur environnemental, alors l'élasticité de la production par rapport à lui tend vers zéro et le facteur environnemental lui-même tend vers un. Cela sauve la fonction de production multiplicative Cobb-Douglas du naufrage, cela accrédite l'idée que l'économie pourrait se passer de la nature mais cela ruine tous les efforts de la théorie néoclassique pour représenter véritablement la soutenabilité écologique. En refusant de considérer la complémentarité des facteurs de production, on ignore que la contrainte accompagnant la fonction de production à maximiser s'exprime par une *inégalité* pour signifier la limite des ressources (les ressources limitées sont un *facteur limitant*), que, graphiquement, les isoquantes seront anguleuses, qu'il sera impossible de dériver la fonction et que le taux marginal de substitution technique entre facteurs sera incalculable puisque les productivités marginales des facteurs ne sont pas définies.

Deux conséquences parfaitement liées résultent de la démarche néoclassique : la nature est instrumentalisée et l'être humain est soumis aux impératifs de la rationalité économique. La justification philosophique de cette conception tient dans une conception du bien-être mesuré en termes de croissance de la consommation par tête. La finalité et le moyen sont donc un accroissement des valeurs d'échange dont le support est constitué de valeurs d'usage matérielles et/ou symboliques. Le temps est traduit par un taux d'actualisation, c'est-à-dire par un taux d'actualisation des valeurs d'échange, confondant l'horizon économique tout au plus éloigné de quelques décennies correspondant à la durée de vie du sujet économique et l'horizon physique et biologique de la biosphère et des espèces vivantes, sacrifiant ainsi, quoi qu'on en dise, celles-ci ainsi que les générations futures. Dans la pratique, cette conception ouvre la voie à une « privatisation du vivant ».

## 2. Richesse, valeur et inestimable



C'est le moment de retrouver la fécondité de l'intuition d'Aristote établissant une séparation entre ce qui relève de l'économie et ce qui n'en relève pas. Cette intuition est présente dès l'aube de la philosophie et des mathématiques. Une telle démarche épistémologique a des conséquences sur le plan stratégique car elle permet d'attribuer des prix politiques à la préservation de la nature.

### 1) De l'incommensurabilité

Dans ses *Éléments géométriques*, Euclide propose au début du « Dixième élément » une définition des grandeurs commensurables et des grandeurs incommensurables :

« Grandeurs commensurables, sont celles-là qui sont mesurées par une même mesure. [...] Mais les grandeurs incommensurables sont celles-là qui n'ont aucune commune mesure.<sup>18</sup> »

L'exemple le plus classique d'incommensurabilité de deux grandeurs est celui du côté d'un carré et de sa diagonale. Il fut développé dès l'Antiquité pour déterminer un second carré dont l'aire serait le double de celle du premier. Soit  $a$  la longueur du côté d'un carré, qui est un nombre rationnel. En vertu du théorème de Pythagore, sa diagonale a une longueur égale à  $a\sqrt{2}$ . Et le second carré ayant cette diagonale pour côté aura bien une aire égale à  $2a^2$ . Mais la conclusion d'Euclide est que le rapport entre la diagonale et le côté du premier carré n'est pas un nombre rationnel. Donc ces deux dimensions sont dites incommensurables par Euclide puisqu'elles ne peuvent être comparées avec une même unité de mesure.

Peut-on dire que la valeur d'une marchandise découlant de la production humaine et la valeur d'un élément naturel sont commensurables entre elles ? La valeur monétaire d'une marchandise dépend des conditions socio-techniques de production (la disponibilité de ressources, le travail, l'organisation et la division du travail, pour aller vite) validées par le marché. Ces conditions socio-techniques n'existent pas pour un élément naturel. En reprenant l'exemple des forêts, les instances internationales veulent mesurer la valeur économique des services qu'elles rendent en multipliant la quantité de carbone captée pendant un an par le prix de la tonne de carbone échangée sur le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre. Or, ce prix est une catégorie propre à la sphère économique, plus exactement dans ce cas à la sphère financière, dont les caractéristiques sont la volatilité et la spéculation, catégorie qui n'existe pas dans la sphère naturelle. Il n'y a donc pas, au sens d'Euclide, d'unité de mesure qui soit commune à la sphère économique et à la sphère naturelle. L'économie et la nature sont donc incommensurables.<sup>19</sup>

Il s'ensuit que la définition de la richesse fondée sur l'addition *capital manufacturé + capital social + capital humain + capital naturel*, telle que le disent par exemple l'ONU-IHDP et l'UNEP<sup>20</sup>, n'a strictement aucun sens. Ce non-sens se vérifie aussi bien quand on raisonne en stock qu'en flux. Il confine à l'absurde lorsque certains essaient d'introduire dans une équation de stock un flux de services par manque d'évaluation du stock de tel ou tel élément, ou bien dans une équation de flux une variation d'un stock qu'on croit estimer par la réparation du dommage causé auparavant.

En conséquence, la supercherie de la théorie dominante de la richesse et de la valeur

<sup>18</sup> Euclide, *Les Quinze Livres des Éléments géométriques*, traduction de D. Henrion, Paris, 1632, [ftp://ftp.bnf.fr/006/N0068013\\_PDF\\_1\\_-1DM.pdf](ftp://ftp.bnf.fr/006/N0068013_PDF_1_-1DM.pdf), p. 401.

<sup>19</sup> On peut penser que les progrès des mathématiques, qui ont construit progressivement les corps des nombres réels, irrationnels, complexes, permettent de combler les lacunes de mesure bien vues par Euclide. Mais le problème n'est pas de trouver de nouveaux instruments d'analyse à l'intérieur d'un champ. Il est de transposer des instruments d'un champ dans un autre, en l'occurrence des instruments économiques pour appréhender la nature. Or les instruments de l'analyse économique courante n'ont pas la vertu universelle que possèdent les instruments mathématiques.

<sup>20</sup> ONU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012, Measuring progress toward sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, <http://www.ihdp.unu.edu/file/download/9927.pdf>, p. 233.

comporte trois aspects : elle réduit l'espace de la première à celui de la seconde ; elle subordonne le hors-économique aux critères de l'économique ; elle ignore les conditions sociales de production de la richesse et de valorisation du capital, ce qui est une manière de naturaliser les rapports humains qui, ainsi, ne sont plus sociaux. Cette supercherie peut encore être appréhendée d'une autre manière. L'incommensurabilité entre la nature et l'économie (on pourrait généraliser : entre « les valeurs » et « la valeur ») est telle que les économistes néoclassiques ne s'aventurent jamais à donner, ni même à estimer approximativement des valeurs absolues, *a fortiori* stables dans le temps, comme il conviendrait pour des valeurs prétendument intrinsèques : l'or *vaut* tant, le pétrole *vaut* tant, l'abeille *vaut* tant, le climat (à travers les permis d'émission de carbone) *vaut* tant, la Bourse *vaut* tant, la monnaie *vaut* tant, etc. Il ne s'agit jamais, dans l'esprit et les paroles de ces économistes, que d'indiquer des variations quotidiennes (ou instantanées pour beaucoup de titres boursiers) Si donc la valeur économique est éphémère, volatile, spéculative, comment peut-on soutenir qu'elle est comparable avec les valeurs éthiques et philosophiques, ou bien, ce qui ne diminue pas le problème, qu'elle puisse se fonder sur elles ou les refléter, comme le proposent naïvement les « reconstructeurs » progressistes français des indicateurs de richesse ? En réalité, le fait que les comptabilités nationales privilégient à travers le PIB les activités monétaires n'est pas dû à une hiérarchie provenant de la conception de ces comptabilités, mais il reflète les structures de la société elle-même et la hiérarchie que l'organisation sociale commande.

L'exemple de la nature illustre les trois aspects de la supercherie néoclassique : les valeurs d'usage procurées par la nature sont ou bien réputées sans valeur parce que prétendument inépuisables, ou bien garanties sauvegardées par la seule instauration d'un prix fictif ; la procédure d'actualisation en vigueur dans l'économie est incapable de donner au temps biologique sa plénitude ; elle postule la substituabilité continue entre des richesses produites par l'homme et celles qui ne sont pas de son ressort. Il faut insister sur l'habileté de cet enchaînement, car celui-ci est indispensable pour imaginer la version faible de la soutenabilité du développement. Comme le sort réservé à la biosphère transmutée en capital naturel est analogue à celui du savoir et du savoir-faire défigurés en capital humain ou encore à celui des liens sociaux transfigurés en capital social, une simple addition est censée donner une valeur à tout, une valeur au tout, puisque la magie du capital opère l'homogénéisation de l'hétérogène par excellence, par nature, oserait-on dire.

On retrouve donc le point de départ de la critique de l'économie politique. Marx a constamment répété que le travail et la terre sont les créateurs de la *richesse*, le travail créant seul la *valeur*. « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty.<sup>21</sup> » Ou bien : « Le travail *n'est pas* la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine.<sup>22</sup> » Et encore : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*.<sup>23</sup> » Cela devrait suffire à réfuter l'idée omniprésente dans la pensée écologiste dominante selon laquelle la théorie de la valeur de Marx ignorerait la nature, au motif qu'elle serait productrice de richesse en termes de valeurs d'usage, mais pas de valeur au sens monétaire, c'est-à-dire comme fraction du travail social, ce que n'est pas, par définition, la nature.

<sup>21</sup> K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I, p. 571.

<sup>22</sup> K. Marx, *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I, p. 1413.

<sup>23</sup> K. Marx, *Le Capital*, Livre III, Paris, Éditions Sociales, 1974, tome 3, p. 195, ou dans *Œuvres*, tome II, p. 1430.

Comme le dit Antoine Missemer, dans un livre consacré à Nicholas Georgescu-Roegen, « toute production de valeur économique se fait par transformation des milieux naturels de manière irréversible<sup>24</sup> », mais, à notre sens, cela ne permet pas de dire, comme le font hâtivement nombre d'écologistes, que c'est la nature qui crée la valeur. Et Georgescu-Roegen n'est peut-être pas très pas très loin de rejoindre le truisme de la valeur économique intrinsèque de la nature : « la thermodynamique est au fond une physique de la valeur économique, c'est-à-dire une science qui étudie les qualités physiques qui confèrent en général à certaines choses une valeur pour l'homme<sup>25</sup> ». Pourtant, l'idée selon laquelle « la basse entropie devient une condition nécessaire de la valeur économique, sans être toutefois une condition suffisante<sup>26</sup> » introduit exactement la même nuance que celle avancée par Marx, ou même par Keynes quand celui-ci distingue le seul facteur de production (le travail) et le cadre environnant dans lequel il opère<sup>27</sup>. En l'absence de distinction entre condition nécessaire et condition nécessaire et suffisante, dire que « l'entropie basse est à la base de l'utilité et donc de la valeur économique<sup>28</sup> » risque de renvoyer l'origine de la valeur à l'utilité néoclassique. Et on peut s'étonner que, dans de nombreuses publications, cette notion de valeur intrinsèque soit reprise sans préciser immédiatement qu'il ne peut s'agir d'une valeur intrinsèque d'ordre économique.<sup>29</sup>

Après l'oubli des rapports sociaux et la confusion entre richesse et valeur, la place de la monnaie révèle à son tour une vraie difficulté analytique : « une science économique construite sur un échafaudage mécaniste est incapable de traiter des problèmes écologiques indissolublement associés au processus économique, et deuxièmement, [...] on ne peut même pas percevoir ces problèmes si l'on n'écarte pas le voile monétaire et si l'on ne va pas bien au-delà des affaires de marché<sup>30</sup> ». Georgescu-Roegen a raison de plaider pour une analyse économique prenant en considération les processus de prélèvements sur la nature – ainsi peut-on comprendre son approche *réelle* –, mais à condition de ne pas retomber sur la démarche classique dite également *réelle*, mais dont le (l'ir)réalisme consiste à faire comme si nous étions dans une économie de troc sans monnaie.

## 2) Des prix politiques

Si le marché était capable d'orienter les sociétés vers du mieux-être, les indicateurs purement marchands ou partiellement marchands comme le PIB suffiraient pour en jaloner le parcours. Mais ce n'est pas le cas. Les sociétés peuvent certes utiliser le marché, mais elles ont besoin de se regarder et de s'analyser, d'où les nécessaires indicateurs de répartition et d'inégalités par exemple pour mesurer la soutenabilité sociale, et elles ont aussi besoin de se projeter dans l'avenir, d'où les indicateurs de soutenabilité écologique, sans que les uns ni les autres puissent être intégrés au PIB.

L'impact des dégâts occasionnés aux écosystèmes ou bien celui du changement climatique ne peuvent être estimés à l'aune du calcul économique traditionnel dont la

<sup>24</sup> A. Missemer, *Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique, suivi de De la science économique à la bioéconomie de Nicholas Georgescu-Roegen*, Lyon, ENS Éditions, Feuillet Économie politique moderne, 2013, p. 84.

<sup>25</sup> N. Georgescu-Roegen, « De la science économique à la bioéconomie », in A. Missemer, *Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique, op. cit.*, p. 102.

<sup>26</sup> A. Missemer, *Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique, op. cit.*, p. 23.

<sup>27</sup> Voir J.-M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969, p. 223.

<sup>28</sup> A. Missemer, *Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique, op. cit.*, p. 39.

<sup>29</sup> Ainsi, dans la dernière livraison de la *Revue du MAUSS semestrielle*, « Que donne la nature ? L'écologie par le don », n° 42, second semestre 2013, Paris, La Découverte, la « valeur intrinsèque » de la nature revient sans cesse, sans aucune précaution, pour voisiner avec l'« animisme méthodologique ».

<sup>30</sup> N. Georgescu-Roegen, « De la science économique à la bioéconomie », *op. cit.*, p. 100.

procédure usuelle de l'actualisation est irrémédiablement cantonnée à un horizon étroit et probabilisable. Les ressources naturelles sont une richesse mais sans valeur économique intrinsèque, et la nature est indispensable à toute production de valeur économique, laquelle ne provient que du travail humain. En bref, la part de richesse qui ne provient pas d'une production humaine n'est pas une valeur économique, la valeur étant une catégorie sociale et non pas naturelle. Si, pour engager une stratégie de soutenabilité, on attribue un prix à la nature, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – c'est-à-dire infinie si celles-ci conditionnent la survie de l'espèce humaine – et, de ce fait, elle ne peut être réduite à une catégorie économique. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais n'a rien à voir avec une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources. Par exemple, si l'on donne un prix à l'usage de l'eau ou à toute autre ressource naturelle incluant une taxe ou autre compensation, cela indiquera la hauteur de la norme que la société décide de fixer et de respecter. Mais cette norme n'a rien de naturel, elle est d'emblée politique. De la même façon, l'instauration d'un marché de permis négociables suppose en amont une décision politique fixant la quantité autorisée, dont la variation aura une influence sur le prix, lequel ne sera pas à proprement parler entièrement un prix de marché. Il s'ensuit une conclusion d'ordre stratégique très importante. Réfuter les concepts de valeur économique intrinsèque de la nature ou de valeur économique des services rendus par la nature relève de l'épistémologie, mais n'implique en aucune manière de ne pas pouvoir utiliser des outils économiques pour contribuer à la régulation écologique, dès lors que des normes ont été fixées, si possible démocratiquement.

Sans la nature, l'homme ne peut rien produire, ni en termes physiques, ni en termes de valeur économique. L'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artefacts. Mais ce n'est pas la nature qui produit la valeur. C'est le paradoxe, incompréhensible en dehors de l'économie politique et de sa critique marxienne. S'il devient urgent de respecter les contraintes de ressources, il est erroné de croire que cela pourra se faire à partir de la prétendue « valeur économique des services rendus par la nature », car ce qui est appelé ainsi dans la littérature économique bien-pensante est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés. Autrement dit, le circuit de la richesse en termes de valeurs d'usage permettant de satisfaire les besoins humains relie le travail et la nature, tandis que le circuit de la valeur, donc strictement économique, relie les humains entre eux et entre eux seulement.

### **3. Pour un retour critique à la critique de l'économie politique**

Il ne suffit pas de mettre au jour les impasses de la théorie néoclassique de l'environnement et de ses avatars, qui se résument le plus souvent à un bric-à-brac hétéroclite et incohérent. Il faut disposer d'un ensemble qui tire le meilleur parti de l'économie politique et de la critique de celle-ci, de telle sorte que soient distingués l'analyse de la production qui s'effectue dans un cadre social et le respect de la nature et des écosystèmes. L'économie politique avait seulement esquissé une telle démarche, et la critique marxienne de l'économie politique est aujourd'hui confrontée à l'écologie.

#### ***1) L'économie politique au milieu du gué***

L'économie politique est une analyse de la production et des conditions sociales de celles-ci. Elle n'est pas une analyse de la non-production, et le regretter, à l'instar des

pourfendeurs de l'économie politique classique et de sa critique marxienne, ou élargir le domaine de l'économie – et ses catégories – aux phénomènes de non-production (la nature, la famille, l'éducation, la délinquance, etc.) tout en lui niant tout caractère social et historique, comme le font les adeptes de la théorie néoclassique, ne représente pas une avancée mais un recul trivial par rapport à l'économie politique. Les physiocrates avaient clarifié la distinction entre la richesse entendue comme un stock, comme patrimoine, et la richesse entendue comme flux périodique, comme revenu. Smith avait fait un pas de plus en distinguant la richesse donnée (ressources naturelles) et la richesse produite qui peut être accumulée. Très logiquement, Ricardo avait limité le champ d'application de la théorie de la valeur aux marchandises produites et affirmé que les ressources naturelles n'avaient pas de valeur puisqu'elles n'étaient pas le fruit d'un travail. Là où les néoclassiques feignent de voir une légèreté conceptuelle ou un mépris de la nature, il n'y avait que parfaite cohérence intellectuelle que Pierre Lantz explicite ainsi :

« En refusant de s'en tenir à la détermination de la valeur par le travail humain, en faisant dire inversement à Ricardo que toute la richesse est produite par le travail humain, on poursuit le même but : ou bien on masque la spécificité du travail humain, ou bien on abolit la dualité entre valeur d'usage et valeur d'échange, ce qui permet de reprocher à Ricardo "des erreurs" qu'il avait lui-même combattues. Nous verrons que, pour ce dernier cas, Marx a été victime des mêmes interprétations déformantes aussi bien chez ses adversaires que chez les "marxistes" eux-mêmes, qui oublient que l'idée que l'ensemble de la richesse est un produit du travail est une doctrine bourgeoise puisqu'elle suppose que "le travail est une puissance surnaturelle de création". Or "le travail est dans la dépendance de la nature" et est donc lié à des "conditions objectives".<sup>31</sup> »

Marx anticipait et réfutait ainsi toutes les constructions idéologiques actuelles portant sur les prétendues « valeur économique intrinsèque » de la nature et « valeur économique des services rendus par la nature » que l'on trouve dans les expertises rendues par les organisations multilatérales au sujet du développement durable ou de la croissance verte.<sup>32</sup>

Le tort des classiques, sauf de John Stuart Mill sans doute, et, au moins partiellement – mais seulement partiellement comme nous le verrons plus loin –, de Marx, fut de croire que la capacité de transformation de la nature par le travail était sans limites. La thèse du développement illimité des forces productives est au fond une thèse profondément hégélienne qui fait le pari idéaliste que l'homme peut s'affranchir, par son travail, de toute contrainte matérielle. Et Lantz commente ainsi cette difficulté :

« Ainsi malgré quelques tentatives de définir le travail comme une unité de mesure, c'est le procès de travail et non celui de valorisation qu'analyse Destutt de Tracy. Il lui était nécessaire de partir d'une philosophie de la conscience et de la volonté pour dégager les caractéristiques propres et spécifiques du travail humain, c'est-à-dire le "côté actif de l'homme" comme l'écrira Marx dans la première thèse sur Feuerbach. L'opposition est claire entre deux conceptions opposées d'une économie qui, dans les deux cas, ne se réduit pas au subjectivisme néoclassique. La thèse physiocratique définit l'homme avant tout comme un être au développement limité par la limitation des subsistances : la richesse se définit par cette production élémentaire et alimentaire ; mais c'est alors l'ensemble de la production naturelle qui l'assure ; l'agriculture n'est qu'un cas particulier de la chimie biologique ; la thèse physiocratique est donc intenable si

<sup>31</sup> P. Lantz, *Valeur et richesse, Aux marges de l'économie politique, Une approche de l'idée de nature*, Paris, Anthropos, 1977, p. 254.

<sup>32</sup> Voir notamment Union européenne, *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité*, (Sukhdev Pavan, dir.), Rapport d'étape, 2008, [http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb\\_report\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf) ; OCDE, *Vers une croissance verte*, Paris, 2011, <http://www.oecd.org/dataoecd/37/49/48224700.pdf> ; *Vers une croissance verte : suivre les progrès, les indicateurs de l'OCDE*, Paris, 2012, <http://www.oecd.org/dataoecd/60/57/49526383.pdf> ; PNUE, *Global Green New Deal, Policy Brief*, March 2009, [http://www.unep.org/pdf/A\\_Global\\_Green\\_New\\_Deal\\_Policy\\_Brief.pdf](http://www.unep.org/pdf/A_Global_Green_New_Deal_Policy_Brief.pdf) ; *Vers une économie verte, Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, Synthèse à l'attention des décideurs*, 2011, [http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER\\_synthesis\\_fr.pdf](http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_fr.pdf).

on ne l'élargit pas en une théorie écologique qui ne prend en considération que la finalité de la consommation alimentaire de l'homme et subordonne l'ensemble des activités économiques à cette norme. Cette thèse correspond à nos problèmes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Si, au contraire, on part de l'idée prométhéenne que l'humanité peut se libérer par rapport à cette limitation, que l'activité humaine est capable de produire des formes de mieux en mieux appropriées à ses fins, le travail humain conscient, producteur d'utilités, devient le centre de l'activité économique. Le rôle historique de l'idéalisme est d'avoir développé ce caractère en postulant comme Hegel que l'homme est ainsi porteur de l'Idée, que la nature n'est que son aliénation, de telle sorte que disparaisse en droit le frein que celle-ci pourrait mettre à son développement infini.<sup>33</sup> »

## 2) La critique de l'économie politique confrontée à l'écologie

L'agronome Daniel Tanuro émet l'hypothèse que, contrairement à l'opinion répandue, l'erreur de Marx n'est pas d'avoir « récusé toute idée de limite des ressources », mais d'avoir ignoré « le passage d'un combustible renouvelable, produit de la conversion photosynthétique du flux solaire, le bois, à un combustible de stock, produit de la fossilisation du flux solaire et par conséquent épuisable à l'échelle des temps, le charbon<sup>34</sup> ». Et nous ajoutons que le tort des néoclassiques est de croire qu'il est possible de traiter de la même manière la catégorie prix d'une ressource-stock et la catégorie prix d'une marchandise-flux. La plupart de leurs confusions sont déjà contenues dans l'œuvre de Say<sup>35</sup> quand celui-ci considère que la nature produit une valeur d'usage et aussi une valeur d'échange, qu'il identifie à la première parce qu'il a absolument besoin de cette identification pour avancer son concept de services producteurs et justifier indifféremment la rémunération du travailleur, du capitaliste ou du rentier. L'incapacité à distinguer valeur d'usage et valeur d'échange chez Say équivaut à l'incapacité à distinguer richesse et valeur chez Jeremy Bentham : « Les termes de *richesse* et de *valeur* s'expliquent l'un par l'autre.<sup>36</sup> »

En réinterprétant la portée écologiste de l'œuvre de Marx, le marxiste écologiste américain John Bellamy Foster<sup>37</sup> déconstruit la thèse selon laquelle Marx et Engels se seraient rangés derrière l'entreprise de soumission et d'exploitation de la nature que menait déjà le capitalisme à leur époque, empêchant ainsi toute prise de conscience de l'écologie dans le mouvement socialiste et communiste ultérieur. À titre d'exemple de cette idéologie productiviste est souvent cité le texte qui termine le Livre III du *Capital* où Marx réfléchit au passage du règne de la nécessité à celui de la liberté qui ne pourrait être possible que dans une société communiste d'abondance<sup>38</sup>. Foster met en avant trois séries d'arguments : le concept de métabolisme chez Marx, la présence dans son œuvre du concept moderne de soutenabilité intergénérationnelle, et le dépassement de l'opposition entre anthropocentrisme et écocentrisme à travers l'idée de co-évolution humaine et naturelle.<sup>39</sup>

En particulier, Foster montre que Marx n'a jamais cessé, depuis ses premiers travaux de jeunesse jusqu'aux œuvres de maturité, d'inscrire sa théorie critique du capitalisme dans la relation que l'homme entretient avec la nature. Cette relation est désignée par le concept de métabolisme que Marx importe des travaux de son contemporain, le chimiste allemand Justus

<sup>33</sup> P. Lantz, *Valeur et richesse*, *op. cit.*, p. 111.

<sup>34</sup> D. Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, Les Empêcheurs de penser en rond, 2010, p. 269 et 272-273, 2<sup>e</sup> éd. Paris, La Découverte, Poche, 2012, p. 201 et 204.

<sup>35</sup> J.-B. Say, *Traité d'économie politique*, 1803, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 67.

<sup>36</sup> J. Bentham, in D. Ricardo, *The Works and Correspondance of David Ricardo*, edited by P. Sraffa with the collaboration of M.H. Dobb, Volume III, *Pamphlets and Papers 1809-1811*, Cambridge, 1962, p. 284.

<sup>37</sup> J.-B. Foster, *Marx's Ecology, Materialism and Nature*, New York, Montly Review Press, 2000 ; *Ecology Against Capitalism*, New York, Montly Review Press, 2002. ; *Marx écologiste*, Paris, Amsterdam, 2011. On lira aussi la thèse de doctorat d'Alfred Schmidt, *Le concept de nature chez Marx*, 1962, Paris, PUF, 1994.

<sup>38</sup> K. Marx, *Le Capital*, Livre III, *op. cit.*, tome II, p. 1487-1488.

<sup>39</sup> Pour un développement plus détaillé, voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, *op. cit.*

von Liebig (1803-1873). Celui-ci montrait combien l'agriculture moderne ruinait les possibilités de retour à la terre des éléments nutritifs permettant le renouvellement de la fertilité des sols. Et Foster détaille les très nombreuses références où Marx analyse comment le développement des forces productives au sein du capitalisme provoque une « rupture métabolique entre la production humaine et ses conditions naturelles<sup>40</sup> ». Cette rupture est illustrée par la pollution des villes, la perte de fertilité des sols, phénomènes déjà sensibles au XIX<sup>e</sup> siècle, et la coupure des villes et des campagnes, tous problèmes sur lesquels Marx revient fréquemment dans *Le Capital*. Il a une conception matérialiste des rapports sociaux mais également de l'insertion de ces rapports dans la nature. Le travail est précisément la mise en action de cette dialectique. C'est la raison pour laquelle Marx et Engels adhèrent immédiatement à la théorie de l'évolution des espèces de Darwin qui « fournissait le fondement de [leurs] conceptions dans l'histoire naturelle<sup>41</sup> ».

L'opposition traditionnelle entre les partisans d'une conception de l'écologie centrée sur l'homme et ses besoins, souvent à connotation utilitariste, et ceux d'une écologie centrée sur la nature, voire sur ses droits, n'a pas de sens chez Marx, affirme Foster. On peut même selon lui trouver chez Marx l'intuition de l'inscription de l'action humaine dans la biosphère que systématiseront plus tard Georgescu-Roegen et Passet<sup>42</sup>. Malheureusement, entre temps, le stalinisme avait étouffé tout développement d'une préoccupation écologique au sein du marxisme qui aurait bien pu se produire : il faut « concevoir les êtres humains, comme Boukharine le soulignait en 1931, comme des êtres "vivant et travaillant dans la biosphère"<sup>43</sup> ».

Cette co-évolution ne peut être abandonnée au capitalisme car « le danger de l'aggravation des problèmes écologiques est *d'autant plus grand* que le système ne possède pas de mécanisme de régulation interne (ou externe) qui entraînerait sa réorganisation. Il n'y a pas d'équivalent écologique au cycle des affaires<sup>44</sup> ». Implicitement, on trouve ici une clé pour critiquer la croissance verte ou le capitalisme vert qui sont censés remédier aux dégâts du productivisme.<sup>45</sup>

Foster s'écarte des thèses défendues par certains contemporains, hors du marxisme tels Herman Daly ou Juan Martinez-Alier<sup>46</sup>, et même au sein du marxisme écologique, notamment par Ted Benton, Joel Kovel, Michael Löwy ou James O'Connor<sup>47</sup>. Ce dernier a soutenu que

<sup>40</sup> J.-B. Foster, *Marx écologiste, op. cit.*, p. 43.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>42</sup> N. Georgescu-Roegen, *La décroissance, Entropie-écologie-économie*, Paris, Éd. Sang de la terre, 2<sup>e</sup> éd. 1995 ; R. Passet, *L'économique et le vivant*, Paris, Payot, 1979, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Economica, 1996 ; R. Passet, *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire, De l'univers magique au tourbillon créateur*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2010.

<sup>43</sup> J.-B. Foster, *Marx écologiste, op. cit.*, p. 77.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>45</sup> On lira aussi J. Gleizes, « La croissance verte est-elle possible ? », in T. Coutrot, D. Flacher, D. Méda (coord.), *Les chemins de la transition*, Paris, Éditions Utopia, 2011, p. 69-83, qui esquisse un rapprochement entre la pensée de Marx, débarrassée des scories dramatiques du marxisme historique, et la pensée écologiste.

<sup>46</sup> H.E. Daly, « The Circular Flow of Exchange Value and the Linear Throughput of Matter-Energy : A Case of Mislplaced Concreteness », *Revue of Social Economy*, vol. 43, n° 3, december 1985, p. 279-297 ; H.E. Daly, J. Farley, *Ecological Economics, Principles and applications*, Washington, Island Press, 2004 ; J. Martinez-Alier, « Valeur économique et valeur écologique », *Écologie politique*, n° 1, 1992, p. 13-39. Pour un examen approfondi des controverses entre ces auteurs et les marxistes écologistes, voir A. Douai, « Richesse, valeur(s) et bien-être : Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse de la relation entre croissance économique et qualité de la vie », Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Bordeaux IV, 2009.

<sup>47</sup> T. Benton, « Marxisme et limites naturelles », *Actuel Marx*, n° 12, second semestre 1992, p. 59-95 ; (ed.) *The Greening of Marxism*, New York, Guilford Press, 1996 ; J. Kovel, *The Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World ?*, London, Zed Books, 2007 ; M. Löwy (coord.), *Écologie et socialisme*, Paris, Syllepse, 2005 ; M. Löwy, *Écosocialisme, L'alternative radicale à la catastrophe écologique planétaire*, Paris, Mille et

Marx aurait sous-estimé, voire ignoré, la « seconde contradiction du capitalisme », les limites naturelles, pour se concentrer sur la « première », celle de la lutte des classes, capital contre travail. Au contraire, Foster abonde la thèse que « Marx parlait de deux sortes de barrières au capital, menant toutes deux à des contradictions dans l'accumulation du capital et à des crises : des barrières générales, communes à la production en général et liées aux conditions naturelles, et les barrières plus spécifiquement historiques et inhérentes au capital lui-même<sup>48</sup> ». Il soutient que « malgré l'intelligence de sa "ruse", le capital n'est jamais capable de transcender la barrière des conditions naturelles, qui se réaffirment en permanence et impliquent que "sa production se meut dans des contradictions qui sont constamment surmontées, mais tout aussi constamment posées". Nul penseur à l'époque de Marx, et peut-être jusqu'à aujourd'hui, n'a su aussi brillamment rendre compte de la complexité de la relation qu'entretiennent la nature et la société moderne.<sup>49</sup> » Quant à Martinez-Alier, il occupe une place à part, puisqu'il s'est montré très critique vis-à-vis de l'évaluation monétaire de la nature tout en s'écartant de la position marxienne et en plaidant pour une évaluation physique des flux tirés de la nature.<sup>50</sup>

Est-ce à dire que l'on peut exonérer Marx de toute critique au sujet du « développement des forces productives » ? Certainement, non, et Philippe Corcuff a sans doute raison de dire qu'il reste « une épine dans l'écologisme de Marx : le schéma "de la domination de la nature" dans les *Grundrisse*<sup>51</sup> ». La critique de l'économie politique et la critique de la critique de l'économie politique sont donc toujours à poursuivre et à renouveler. Mais il faut prendre garde où l'on met les pieds : l'utilisation des outils néoclassiques pour ce faire ne peut que conduire dans une voie sans issue. L'enseignement de la thermodynamique est à prendre en considération, non pas pour croire que la Terre est un système isolé, mais pour considérer que le temps de structuration et de complexification de la vie grâce au flux d'énergie solaire – lequel agit contre l'entropie de la matière – n'a rien à voir avec le temps de l'activité humaine infiniment plus court. C'est la raison pour laquelle nous devons compter avec la rareté des ressources et construire socialement une meilleure répartition des richesses produites comme des richesses naturelles. Mais une justification qui se fonderait sur un gigantesque contresens méthodologique ramenant l'ordre naturel à l'ordre économique ne pourrait déboucher que sur « la misère de l'écologie<sup>52</sup> ».

---

une nuits, 2011 ; J. O'Connor, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx*, n° 12, deuxième semestre 1992, p. 30-40 ; *Natural causes : Essays in Ecological Marxism*, New York, Guilford Press, 1998 ; J.-M. Harribey, M. Löwy (dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, 2003.

<sup>48</sup> J.B. Foster, *Marx écologiste*, *op. cit.*, p. 130, note 48.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 131.

<sup>50</sup> Il a notamment fait connaître de l'apport de Podolinsky à l'époque de Marx et Engels. Sur ce point, voir F.-D. Vivien, « Marxisme et écologie politique, le rendez-vous manqué de Sergueï Podolinsky », *Actuel Marx*, « Actualiser l'économie de Marx », Paris, PUF, 1996, p. 127-141.

<sup>51</sup> P. Corcuff, *Marx XXI<sup>e</sup> siècle, Textes commentés*, Paris, Textuel, Petite encyclopédie critique, 2012, p. 112.

<sup>52</sup> Nous avons utilisé cette expression dans J.-M. Harribey, « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>, en réponse à Y. Cochet, « Économie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin 2005, p. 15-30.